



## DECLARATION DES ADMINISTRATEURS SALARIES

### A LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SNCF DU 27 OCTOBRE 2010

Monsieur le président,

Cela fait plusieurs semaines que notre pays connaît un conflit social important et qui affecte également notre entreprise.

Depuis le début du processus revendicatif engagé contre la réforme des retraites jugée injuste, inefficace et brutale, portée par le Gouvernement et le Medef, la mobilisation n'a fait que s'amplifier et s'est installée sous diverses formes.

Les dernières initiatives du 19 Octobre 2010 ont rassemblé 3,5 millions de personnes dans 277 manifestations et une participation à la grève impliquant très largement différentes professions du privé comme du public.

Rien n'y fait : ni les basses manœuvres du gouvernement ni les pressions du patronat, pas plus que la répression faite sur les salariés en lutte depuis plusieurs jours ou envers les jeunes lycéens et étudiants qui manifestent et prennent ainsi leur avenir en main.

Les salariés, les cheminots, les retraités, les jeunes de plus en plus nombreux dans les cortèges, confirment, encore et toujours, leur détermination à gagner une autre réforme des retraites.

Le Gouvernement et les organisations patronales, la direction de l'entreprise ne peuvent y répondre par le mépris, la répression, et les atteintes au droit de grève. Cela est dangereux.

Les mobilisations en cours ne peuvent être qualifiées « d'intimidation, de prise d'otages d'un pays tout entier » comme l'a déclaré le Premier ministre.

La négation de la démocratie c'est lorsqu'un gouvernement et la majorité parlementaire refusent d'entendre les 71% de la population qui rejettent cette réforme et qui exigent l'ouverture de négociations sur d'autres alternatives possibles. Le chef de l'Etat, le Gouvernement, les élus et le Patronat doivent l'entendre !

**C'est pour cela que les organisations syndicales appellent, en appui d'initiatives quotidiennes, à deux nouvelles journées de grèves et de manifestations le 28 Octobre et le 6 Novembre prochains.** Démontrant ainsi que le refus de cette réforme se poursuivra même après l'adoption de cette loi par une majorité « droite dans ses bottes » qui n'a pour principal objectif que de rassurer les marchés financiers en taillant dans les dépenses sociales pour tenter d'améliorer les comptes publics. Ce mouvement laissera des traces indélébiles dans la société et, par voie de conséquence, dans les entreprises.

La force, l'ancrage dans les entreprises du public comme du privé et le niveau de mobilisation en cours le démontrent, ce qui est maintenant installé dans le pays c'est un vaste mouvement unitaire qui porte l'exigence de justice sociale.

Les salariés, les cheminots expriment au-delà de la question des retraites, leurs exigences d'ouverture de négociations pour l'emploi, les salaires, l'amélioration des conditions de vie et de travail, le développement des services publics.

Ils savent que le financement des retraites passe aussi par là !

Ce qui est à l'ordre du jour, au travers de cette lutte, c'est une toute autre répartition des richesses produites dans ce pays pour une réforme des retraites juste et efficace, le contraire de celle qu'on veut nous imposer au pas de charge.

Si le projet de loi portant réforme des retraites motive pour une part la mobilisation des cheminots et leur engagement par la grève, il n'a pas échappé à la direction que le préavis national de grève couvrant ce mouvement, déposé le 06 octobre dernier par les fédérations syndicales CGT, UNSA, SUD-Rail et CFTD, comporte quatre autres sujets d'égale importance au regard des inquiétudes et des exigences qu'expriment dans la durée les cheminots.

Nous sommes donc bien, à l'heure actuelle, dans le cadre d'un conflit social où la responsabilité de la Direction SNCF est aussi engagée.

Or, c'est la posture affichée par le Gouvernement et le Chef de l'État que semble adopter la Direction de la SNCF alliant surdité, désinvolture et intimidation et cela, au mépris de l'accord d'entreprise du 28 octobre 2004 sur « *la prévention des conflits et l'amélioration du dialogue social* », qui l'engage à maintenir un dialogue sérieux, permanent et régulier permettant de chercher les voies de l'issue d'un conflit.

De plus, c'est bien la Direction qui radicalise en donnant des directives aux régions pour qu'il n'y ait aucune discussion aux plans local et régional !!! Cela en dit long sur l'état d'esprit qui l'anime !

Ce manque de dialogue interpelle le management de l'entreprise, le met en difficulté dans les régions et les établissements, et le fait s'interroger sur l'allégeance sans borne de l'entreprise à la stratégie gouvernementale et élyséenne.

Monsieur le président, au bout de 15 jours de conflit les cheminots attendent mieux de leur Direction, qui est d'ailleurs aux abonnés absents en matière de dialogue social, que d'être stigmatisés dans un communiqué de presse, de recevoir des demandes d'explications préalables à des procédures disciplinaires, ou encore de constater comme la semaine dernière la présence de CRS dans certains postes d'aiguillages !

Il ne tient qu'à vous de saisir ce moment pour que s'ouvre rapidement des discussions sur les sujets contenus dans le préavis national de grève unitaire au risque, si cela ne se faisait pas, d'être confronté à de nouveaux conflits sociaux, notamment lors des changements de service chez les roulants.